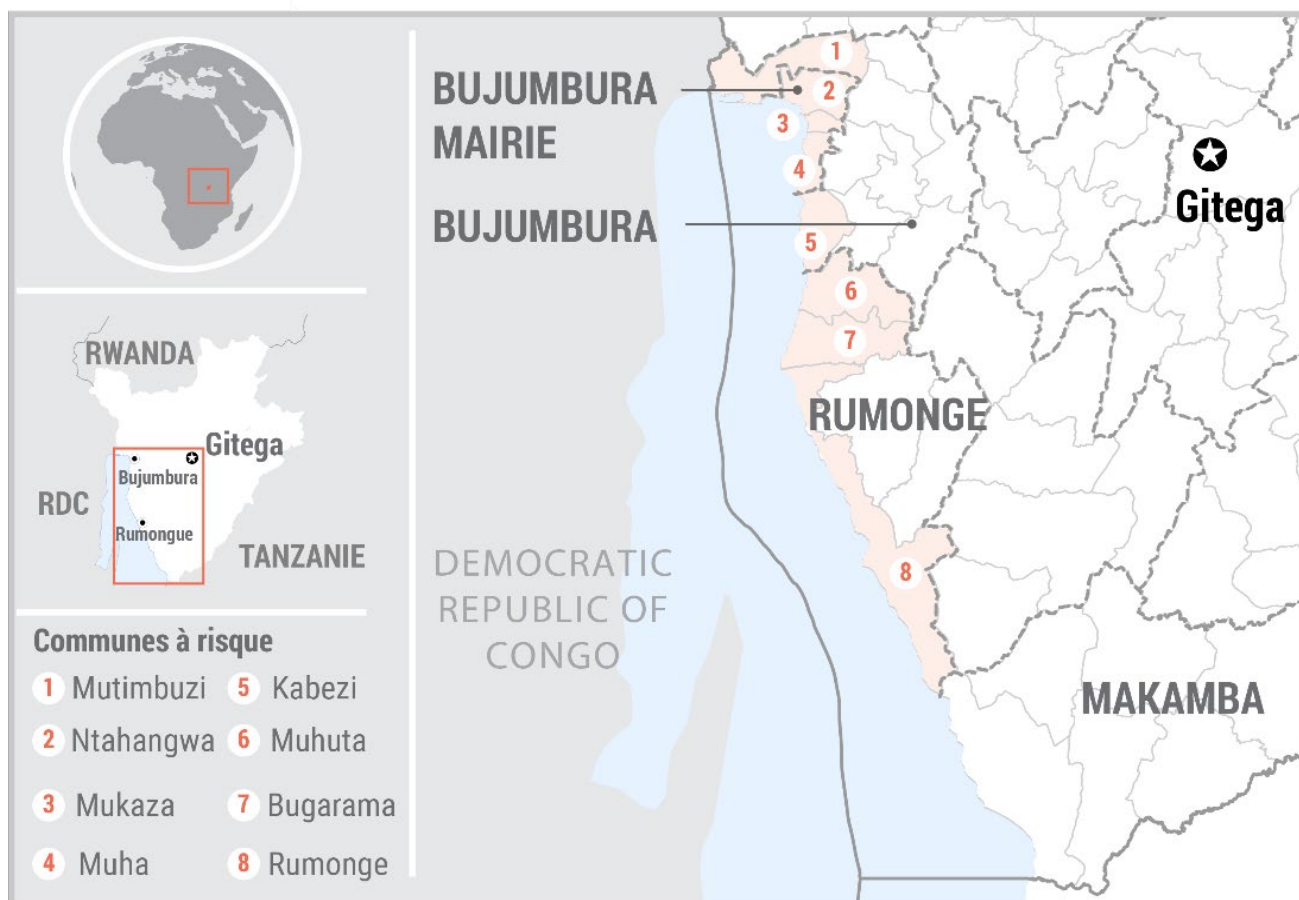


FAITS SAILLANTS

- Depuis 2015, le niveau du lac Tanganyika a sensiblement monté, dépassant le niveau normal. Cette montée inquiétante observée ces dernières semaines est à la base d'inondations de plusieurs infrastructures et villages ainsi que de déplacement des personnes
- Ce phénomène menace toute la zone du littoral. Des dégâts sévères sont déjà enregistrés dans la zone de Gatumba, le centre urbain de la Province de Rumonge (Kanyenkoko), les communes de Bugarama et Muhuta. La commune de Nyanza-Lac plus au sud est aussi touchée au niveau de 6 collines.
- Selon les prévisions météorologiques, les précipitations vont continuer jusqu'à la mi-mai. Avec une nappe phréatique saturée, le coefficient de ruissellement réduit, les crues vont continuer à se déverser
- Cette situation pourrait aggraver la situation de vulnérabilités préexistantes dues aux effets socio-économiques de la covid-19 et autres facteurs combinés



APERÇU DE LA SITUATION

Depuis quelques années, de fortes pluies suite aux phénomènes globaux d'el niño conjugués aux spécificités locales ont gonflé le lit du lac Tanganyika. La rivière de la Lukuga (côté RDC) qui est son exutoire ainsi que l'évaporation de surface n'ont pas contenu le flux.

L'actuelle montée du niveau du lac Tanganyika est comparée à celle de 1964 (année analogue), dont les crues ont atteint la 7^{ème} avenue du quartier Buyenzi en mairie de Bujumbura. En date du 19 avril 2021, le niveau du lac était de 776,45m, alors que le niveau moyen du lac est de 772,7 m, se plaçant au-dessus du niveau de la surface de certaines parties de la ville de Bujumbura et de certaines localités côtières.

Selon des sources de l'IGEBU, des quartiers entiers de Bujumbura, avec une densité des population plus élevée et abritant plusieurs infrastructures publiques, pourraient être impacté sur le moyen terme si le niveau du lac continue à monter.

La zone de Gatumba, qui se remettait lentement des séquelles des inondations d'avril-mai 2020 causée par les crues de la Rusizi revit le même phénomène aggravé par la montée des eaux de Tanganyika. Des quartiers de Mushasha I, Mushasha II et une partie de Gaharawe sont à nouveau sous l'eau. Le site des déplacées internes de Kinyinya II, avec plus de 3 211 personnes (soit 1 311 ménages), est également sous une menace d'inondation.

Dans la province de Rumonge : les communes de Bugarama et Muhuta ainsi que la ville de Rumonge (quartier de Kanyenkoko) ont enregistré les dégâts considérables. Près de 68 ha agricoles sont engloutis par l'eau aussi bien à Rumonge qu'à Bugarama. Selon les données de l'administration provinciale, et en attente d'une évaluation plus approfondie des dégâts, la situation actuelle se présente comme suit :

- A Bugarama : plus de 750 ménages sont affectés dont plus de 569 ménages déplacés et hébergés temporairement dans les familles d'accueil.
- A Kanyenkoko : plus de 234 ménages sont en déplacement, dont 32 hébergés dans un hangar communément dénommé CEMINA.
- A Muhuta, plus de 462 ménages affectés dont 241 ménages en déplacement et hébergés temporairement par des familles d'accueil.
- Plus au sud, dans la commune de Nyanza-Lac, de la province de Makamba, les collines de Gasaba, Bukeye, Mugerama, Mvugo, Rubindi et Mukungu, totalisent 762 ménages déplace.
- Dans la province de Bujumbura, les zones de Gatumba et de Rukaramu ont été affectées avec respectivement 5 208 ménages et 1 121 ménages. Les autorités continuent à contenir les personnes déplacées internes (PDI) pour qu'elles ne s'installent pas dans les sites des déplacés.
- Enfin, les zones urbaines de Kibenga, Gisyo, Kabondo, 2 563 personnes sont affectées dont 562 personnes déplacées L'autorité urbaine poursuit l'identification des victimes.

BESOINS

Cette situation survient dans un contexte marqué par les effets socio-économiques de la COVID-19 et l'augmentation des cas par transmission communautaire. Elle augmente les risques des maladies à potentiel épidémique, entre autres le paludisme et le choléra.

En outre, la situation a affecté le secteur touristique avec une perte considérable du capital et d'emploi à cause des destructions des installations balnéaires (plages, hôtels) et la réduction de production de certains services publics comme le port autonome de Bujumbura. Cela risque d'exacerber la précarité et de plonger des nouvelles personnes dans la vulnérabilité.

Le nombre des personnes affectés pourra donc augmenter au fur et à mesure de la montée de l'eau du lac alors que le délai de déplacement pourrait dépendre du rythme de retrait des eaux. Par ailleurs, il est probable que les ménages ruraux dont les champs sont non loin du lac ne pourront plus récolter en juin et risquent de dépendre de l'assistance jusqu'à la prochaine récolte de la saison culturale 2022A. Les efforts sont en cours pour monitorer les chiffres des personnes affectées.

Enfin, cette situation s'observe alors que des milliers de personnes vivent encore dans les sites de déplacées

dans Gatumba et continuent d'éprouver des besoins. Les pluies de ces derniers temps ont sérieusement affecté les abris et les latrines dans les sites des déplacés, exposant ainsi la population aux risques des maladie d'origine hydrique et aux infection respiratoires.

REPONSE

Distribution de l'assistance multisectorielle aux populations sinistrées :

Rumonge :

Suite à la limitation des stocks et des capacités de réponse, une timide assistance se met en place à Rumonge. Ce 22 avril, 234 ménages ont reçu une aide alimentaire composée, des denrées alimentaires (maïs, huile et sel) et du transfert monétaire (Cash). Le groupe sectoriel des abris et articles non alimentaire remettra aux mêmes ménages des kits composés de kit de cuisine, 3 nattes, 3 couvertures, 3 moustiquaires, 2 bidons (de 10 et de 20 litres d'eau) 2 seaux d'eau de 20 litres chacun et 24 morceaux de savon.

En partenariat avec la cellule de l'Education en temps d'urgence, Unicef a organisé la remise de kits scolaires à 630 écoliers affectés alors que ces kits n'étaient destinés qu'à couvrir les besoins de 200 écoliers. Les acteurs de protection de l'enfance ont mené une évaluation de l'environnement récréatif et des risques encourus par les enfants du quartier déguerpi.

Gatumba :

L'aide à l'hébergement se poursuit pour les PDI, anciens locataires, qui vivaient dans les sites de déplacés. Ce 20 avril, 342 ménages de ces PDI ont reçu des fonds pour le loyer de 3 mois dans d'autres quartiers, portant ainsi à 1 140, les ménages déjà accompagnés par cette assistance. Cette assistance a été renforcée par le paquet d'aide alimentaire donné, à la fois, en nature et en cash par le PAM.

Par ailleurs, l'assistance multisectorielle se poursuit dans les sites des déplacées à travers notamment l'approvisionnement en eau potable par la protection civile, en partenariat avec Unicef. Le monitoring de protection et les activités d'autonomisation des femmes. L'assistance en vivre a ciblé toutes les PDIs, vivant dans les 4 sites.

Plan de réponse humanitaire :

Le Plan de Réponse humanitaire de 2021 qui a été publié en mars 2021 n'est financé qu'à hauteur de 10% après le premier trimestre. Ceci pourrait justifier le niveau très bas des stocks de contingence et la capacité limitée des partenaires humanitaires engagés dans la réponse.

Gap

La dernière évaluation des stock de fin mars 2021 a révélé que les stocks de contingence étaient presque vides et insuffisants pour faire face à une nouvelle détérioration. Les capacités sectorielles disponibles ne permettent pas de couvrir les besoins actuels des populations vulnérables suite à cette inondation.

COORDINATION

La communauté humanitaire travaille avec les autorités burundaises pour assurer que la préparation et la réponse se fassent selon les normes.

- Une mission d'évaluation rapide a été conduite par la Plateforme Nationale de Prévention et de Gestion des catastrophes, en date du 13 avril. Le rapport a été partagé aux partenaires ;
- Réaliser la cartographie du risque de toute la zone du littoral du lac Tanganyika ;
- Plaider pour l'activation du Plan de contingence multisectoriel par les autorités burundaises ;
- Etablir un cadre de concertation des intervenants sur cette question de montée des eaux du lac, incluant les partenaires des provinces riveraines du lac (Bujumbura, Rumonge et Makamba) ;
- Lier l'humanitaire, le relèvement et le développement pour une réponse holistique et pérenne.